

# Le journalisme, terre de machisme

PLURALITÉ Le métier peine à se féminiser. Le sexisme ambiant est tenace...

► Une femme journaliste sur deux dans le monde a déjà subi des violences sexistes.

► Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à quitter volontairement la profession avant 40 ans.

Sept journalistes sur dix sont des hommes. La statistique, surprenante, semble résolument ancrée dans le temps. « Depuis cinq ans, les femmes et les hommes entrent en parité, mais la profession se féminise moins vite qu'en France par exemple », constate Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des journalistes professionnels (AJP). Si les femmes représentent 33 % des journalistes en Belgique, le chiffre bondit à 54 % concernant les journalistes stagiaires (soit les deux premières années de profession). On peut donc parler de féminisation du métier avec l'arrivée de nouvelles recrues. Mais la moyenne nationale, elle, évolue (trop) peu.

La supériorité numérique des hommes s'observe nettement dans la majorité des rédactions, en particulier dans les postes à responsabilités. Pourquoi cette profession peine-t-elle à se féminiser en Belgique ? Une enquête menée par l'AJP et l'ULB permet de pointer quelques obstacles spécifiquement rencontrés par les femmes dans une carrière de journaliste.

Premièrement, on l'a cité plus haut, le taux d'insertion des femmes dans la profession est faible par rapport à leur tendance à être plus diplômées que les hommes. Deuxièmement, « on assiste, aux alentours des 35 ans, à une sortie massive des femmes du métier, ce qui est lié à la période riche en choix de vie », souligne Martine Simonis. Quand les projets de fonder une famille

se concrétisent, les femmes journalistes les envisagent difficilement de pair avec leurs conditions de travail (horaires variables, rythme de l'info, veille le week-end...). Aussi, l'AJP constate qu'elles sont nombreuses à entrer dans le métier en sachant déjà qu'un jour elles changeront de secteur.

« Du coup, elles-mêmes se fixent une limite et ne visent pas nécessairement des postes plus élevés », observe la secrétaire générale. Ce qui nous ramène à la question de l'ambition, perçue différemment selon le genre. « Lorsqu'une femme exprime son ambition dans une rédaction, elle est vue comme une féministe à poils. Comme si c'était un défaut, une revendication. Et la concurrence avec ses collègues hommes est souvent mal perçue », nous explique Martine Simonis. Ainsi, sauf exceptions, les femmes font moins de plan de carrière dans le journalisme que leurs confrères masculins. Le chemin vers un contrat à durée indéterminée pouvant être long dans le milieu des médias, elles s'orientent généralement vers davantage de stabilité. Les femmes sont donc plus nombreuses à quitter le métier volontairement.

## Sexisme et harcèlement

Certains facteurs sont néanmoins indépendants de leur volonté et propres au secteur des médias. « La faible féminisation de la profession tient aussi au fait que le milieu n'est pas toujours accueillant. Il peut même devenir hostile pour les femmes », lance la secrétaire générale de l'AJP. Si elles sont très peu nombreuses à en parler publiquement, force est de constater que le sexisme ambiant est aussi une réalité dans les rédactions. « Les femmes journalistes sont nombreuses à se plaindre de remarques et de propos sexistes. On le sait à l'AJP, les remarques dénigrantes dont elles sont victimes sont une réalité quotidienne. Le machisme ambiant est répandu. » Les petits commentaires déplacés, que ce soit au sein des rédactions ou lors des interviews sur le terrain, font partie

du quotidien. Et constituent un obstacle majeur pour celles qui rêvent de créer ou diriger un média.

Les statistiques diffusées par la Fédération internationale des journalistes (FIJ) sur base d'une enquête menée dans cinquante pays en 2017, sont affolantes. Une femme journaliste sur deux déclare avoir été la cible de violences sexistes et/ou de (cyber)harcèlement, à la fois pour ce qu'elle écrit et pour le simple fait d'être une femme. Ces violences prennent la forme de remarques sexistes (63 %), de violences psychologiques (41 %) et d'harcèlement sexuel (37 %). Quant au cyberharcèlement, il touche 44 % des répondantes. Alors que les auteurs de ces violences sont d'abord des personnes extérieures au lieu de travail (45 %) (sources, politiciens, lecteurs et auditeurs), 39 % sont des anonymes, 38 % sont des patrons de presse ou des supérieurs hiérarchiques, tandis que 17 % sont des collègues.

Porter plainte ? Les deux tiers des répondantes déclarent ne pas avoir franchi cette étape. Et parmi celles qui se sont plaintes, 85 % estiment qu'aucune mesure adéquate n'a été prise. « Depuis que je suis secrétaire générale, je n'ai eu qu'un seul témoignage de femme qui avait subi un harcèlement sexuel. J'aurais voulu en faire un cas exemplaire, mais elle n'a pas souhaité aller plus loin. C'est un petit milieu où il faut parfois se battre pour gagner sa place, donc la peur de perdre son emploi si on témoigne, elle existe », regrette Martine Simonis.

## Conscientiser les rédactions

En France, la parole des femmes journalistes se libère : tribune, lettre ouverte collective, associations... En Belgique, très peu. La peur de perdre son emploi, la honte ou la culpabilité sont des freins aux témoignages. Certaines rédactions mettent en place des groupes de parole ou des services d'aide psychologique. Pour Martine Simonis, il est temps d'éveiller les consciences. « L'idée est de publier une synthèse des témoi-

gnages recueillis avec un plan d'action et une campagne envoyés à toutes les rédactions. Ce sera déjà une occasion pour conscientiser et réfléchir à la problématique. Ensuite viendront les mesures. » ■

LOLA LEMAIGRE  
(avec PH.L.)

## FRANCE

**En France, les femmes ont pris la une**

« Par la présente, je vous soumetts ma candidature symbolique au poste de rédactrice en chef. Symbolique car mon profil ne correspond peut-être pas au poste actuellement recherché. En revanche, d'autres femmes en ont pleinement les qualifications. » En janvier dernier, 77 journalistes femmes du *Parisien* envoyaient cette lettre de motivation pour dénoncer les inégalités salariales et l'absence de femmes aux postes de direction. Le mouvement a, depuis, fait tache d'huile. Notamment par le biais du collectif « Prenons la Une », né en 2014 et transformé depuis en association. L'affaire Weinstein a résolument libéré la parole et l'action. Les rédactions féminines de *L'Obs* et de *La Provence* ont emboîté le pas. Dans la foulée, *Le Temps*, en Suisse, et l'AFP procédaient à une

autocritique pour améliorer la visibilité, les représentations et la place des femmes dans leurs écrits et dans leurs rédactions. Sept mois après avoir été victime d'une campagne de harcèlement en ligne et cible de menaces de mort et de viol, la journaliste d'Europe 1 Nadia Daam va voir deux de ses harceleurs présumés face à la justice. Et un projet de loi contre les violences sexistes et sexuelles, prochainement débattu au Sénat français, devrait permettre de mieux sanctionner les faits de cyberharcèlement.

L.L.E.

## FLANDRE

**Un plan d'action au nord**

En Flandre, la moitié des femmes dans le secteur des médias et de la culture ont subi des comportements inappropriés l'an passé. Dans la plupart des cas, il s'agissait de remarques sexistes ou à caractère sexuel. Dans le secteur culturel, un quart des femmes ont même été confrontées à des attouchements physiques non désirés, une femme sur cinq partageant la même expérience dans le secteur des médias. Choqué par ces chiffres (révélés par une enquête qu'il a commanditée), le ministre flamand en charge de ces secteurs, Sven Gatz (Open VLD), a décidé de lancer un plan d'action soutenu, entre autres, par une campagne de sensibilisation en 2019.